

Questions orales

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE PRÉCONISÉE PAR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU CANADA—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai moi aussi une question à poser au sujet d'un autre fonctionnaire bien rémunéré. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a rencontré récemment le gouverneur de la Banque du Canada et, le cas échéant, s'il lui a clairement fait comprendre que le gouvernement rejette tout à fait sa déclaration absurde selon laquelle 1976 aurait été une bonne année pour les Canadiens au point de vue économique, ainsi que son opinion tout aussi absurde selon laquelle notre économie n'aurait pas besoin de stimulants en ce moment pour créer des emplois à l'intention du million et plus de Canadiens en chômage?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Bien sûr, je me suis entretenu cette semaine avec le gouverneur de la Banque du Canada. Le député a bien du mal à faire admettre son point de vue à la population, car il va à l'encontre de celui du gouverneur de la banque centrale. Si je devais choisir entre les deux points de vue, je choisirais celui du gouverneur.

LES PERSPECTIVES DE RÉDUCTIONS D'IMPÔT DANS LE PROCHAIN BUDGET

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Compte tenu des antécédents du gouverneur et, à vrai dire, de son prédécesseur, je serais bien embarrassé si nos points de vue coïncidaient. J'aimerais demander au ministre des Finances, qui a si bien géré notre économie en 1976, s'il confirmerait à l'intention de la Chambre un article de journal selon lequel, lors de sa visite aux États-Unis, il aurait informé le secrétaire d'État au Trésor des États-Unis qu'il n'avait pas l'intention d'accorder de réductions d'impôts dans son prochain budget afin de stimuler l'économie.

● (1420)

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas fait part de l'orientation de notre budget au Secrétaire au Trésor.

LES PROJECTIONS CONCERNANT LE CHÔMAGE L'AN PROCHAIN

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère a pris connaissance des dernières projections du Conference Board of Canada qui prévoit un taux de chômage de 8.3 p. 100 au Canada pour l'année qui vient, et dans l'affirmative, pourrait-il dire si les prévisions de son ministère confirment ces perspectives très encourageantes?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le Conference Board of Canada, organisme représentatif de bon nombre d'importantes sociétés multinationales établies au Canada, se fait une idée plutôt noire de notre économie. Le député aura peut-être remarqué que cette opinion qu'il fait sienne semble-t-il n'est pas partagée par certaines autres entreprises privées.

M. Broadbent: Nommez-en une.

[M. Macdonald (Rosedale).]

[Français]

LES PÊCHES

LES MESURES VISANT À ÉCARTER DU GOLFE SAINT-LAURENT LES GROS CHALUTIERS

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Pêches.

Étant donné que la pêche dans les eaux du golfe Saint-Laurent ne débute qu'à la fin du mois d'avril, et que les pêcheurs de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et du nord du Nouveau-Brunswick ont dû faire face l'an dernier à de graves problèmes causés par des gros chalutiers en provenance des ports situés en dehors du golfe, est-ce que l'honorable ministre pourrait dire à la Chambre quelles mesures il a prises afin que cette situation ne se répète pas, et que la prise de poissons par les pêcheurs soit plus considérable, de façon à répondre à leurs besoins?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur le président, plusieurs députés, dont l'honorable secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, le député des Îles-de-la-Madeleine et d'autres m'ont fait des instances à ce sujet. Nous avons interdit aux grands chalutiers l'entrée au golfe Saint-Laurent, à l'exception de la zone du golfe nord où les stocks de morue peuvent absorber la pêche par ces navires.

Enfin, nous avons réservé aux chalutiers, qui n'ont pas la possibilité de se rendre ailleurs, les stocks du golfe, qui malheureusement ne sont pas aussi prospères que nous l'aurions voulu, spécialement dans le cas du sébaste.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

L'OPINION DU MINISTRE QUANT AU BESOIN D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE L'ALIMENTATION

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur...

Des voix: Bravo!

M. Grafftey: ... ma question concernant le besoin d'une politique nationale de l'alimentation s'adresse au ministre de l'Agriculture. En réponse à une question qui lui a été posée vendredi dernier à la Chambre, le ministre des Finances a admis que le gouvernement reconnaît la nécessité d'une nouvelle politique nationale de l'alimentation. Il y a plusieurs semaines, le ministre de la Consommation et des Corporations a dit que nous n'avions pas de politique nationale de l'alimentation, qu'il nous en fallait une et que le gouvernement étudiait la question. A plusieurs reprises, le ministre de l'Agriculture a dit que nous n'avions que faire d'une nouvelle politique nationale de l'alimentation parce que nous en avons déjà une. J'aimerais demander au ministre de l'Agriculture qui est le porte-parole du gouvernement? Est-ce le ministre de l'Agriculture, le ministre des Finances ou le ministre de la Consommation et des Corporations?